

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/8

11 octobre 1995

(95-3031)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

CANADA - ENQUETE EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS CONCERNANT LES IMPORTATIONS DE SUCRE RAFFINE EN PROVENANCE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Demande de consultations avec le Canada au titre de l'article 13.2 de l'Accord

Communication des Communautés européennes

La Mission permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 septembre 1995.

1. La Communauté européenne demande l'ouverture de consultations avec le Canada au titre de l'article 13.2 de l'Accord de l'OMC sur les subventions au sujet de l'enquête en matière de droits compensateurs concernant les importations de sucre raffiné en provenance de l'Union européenne.
2. Le Canada a ouvert une enquête le 17 mars 1995 au sujet d'importations de sucre raffiné en provenance des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union européenne dont il était allégué qu'elles étaient subventionnées; le 7 juillet 1995, il a imposé un droit compensateur provisoire sur les importations en provenance de l'Union européenne et a mis fin à l'enquête visant les Etats-Unis sans prendre de mesures.
3. La Communauté considère que l'imposition du droit provisoire n'était pas conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions et qu'il ne peut y avoir en l'espèce de motifs justifiant l'imposition de droits compensateurs définitifs.
4. Conformément à l'article 17.1 de l'Accord, des droits provisoires ne peuvent être appliqués que si, entre autres choses, il a été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dommage causé par les importations subventionnées et si les autorités concernées jugent de telles mesures nécessaires pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête. En l'occurrence, puisque les importations en provenance des Etats-Unis ont été écartées de l'enquête, le Canada devrait démontrer que les importations subventionnées en provenance de l'Union européenne uniquement ont causé un dommage. (A cet égard, il faut considérer séparément les affaires dans lesquelles des droits antidumping et des droits compensateurs ont été imposés, puisque les mesures antidumping concernent les importations en provenance des Etats-Unis, de la Corée et de l'Union européenne prises ensemble, alors que le droit compensateur ne s'applique qu'aux importations en provenance de l'UE.) La Communauté souligne que la part de marché correspondant aux importations en provenance de l'UE est revenue de 1,5 pour cent en 1990 à 1,3 pour cent en 1994, et estime que ces importations ne peuvent pas avoir causé un dommage important à la branche de production nationale, eu égard aux dispositions

de l'article 15 de l'Accord. Si l'on considère en particulier l'article 15.2, il n'y a pas eu augmentation notable des importations, en quantité absolue, et leur part de marché a diminué. Étant donné que cette part de marché est extrêmement faible, aucun lien de causalité avec le dommage ne peut être établi, comme l'exige l'article 15.5. En fait, si les importations en provenance de l'UE causent un dommage, il doit être négligeable. Quoi qu'il en soit, le Canada n'a pas démontré l'existence d'un tel lien de causalité dans sa détermination préliminaire, et il n'a nullement montré que la mesure était nécessaire pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête. Il n'a pas non plus démontré que les importations en provenance de l'UE menaçaient de causer un dommage à la branche de production nationale, comme le prévoient les dispositions de l'article 15.7 de l'Accord. Les importations en provenance de l'UE ont diminué pendant quatre années de suite depuis 1991, et le Canada n'a fourni aucun élément de preuve indiquant qu'une soudaine augmentation des importations entraînant un dommage important est imminente.

5. En outre, compte tenu de ces considérations, la Communauté considère que le Canada n'a aucune raison de passer à l'imposition de droits compensateurs définitifs au titre de l'article 19.1 de l'Accord, puisque les importations subventionnées en question ne causent ni ne menacent de causer aucun dommage important. Le Canada devrait donc mettre fin à l'enquête sans prendre de mesures et restituer tout droit provisoire perçu.

6. Sans préjudice de ce qui précède, la Communauté estime que le Canada contrevenait aux articles 17 et 19 de l'Accord en imposant un droit compensateur dépassant le montant de la subvention accordée. Pour calculer le droit compensateur visant les restitutions à l'exportation et le système de péréquation des frais de stockage de la Communauté, le Canada a considéré que le montant de la subvention équivalait au montant total versé à l'exportateur. Or, dans les deux cas, les versements que reçoit l'exportateur sont financés, du moins en partie, par des prélèvements qui alimentent le budget de l'UE. Par conséquent, la contribution financière de l'UE correspond uniquement à la différence entre les versements aux exportateurs et les prélèvements perçus, et l'avantage que reçoit le bénéficiaire est, conformément à l'article 1.1 b) de l'Accord, l'avantage ainsi conféré. En fait, lorsqu'une contribution financière accordée à une entreprise se compose de deux éléments (à savoir des fonds d'origine privée et d'origine publique), les deux éléments peuvent conférer un avantage. Imposer un droit compensateur en se fondant sur l'avantage total dont bénéficie l'exportateur équivaut à imposer un droit compensateur sur l'avantage conféré par la contribution financière provenant d'une source privée, ce qui est une violation flagrante de l'Accord, puisque l'article 14 définit l'avantage que reçoit le bénéficiaire comme "l'avantage conféré ... conformément au paragraphe 1 de l'article premier" et que le paragraphe 1 de l'article premier se réfère exclusivement à une contribution financière des pouvoirs publics. Le manque de renseignements sur le fait que le montant du prélèvement payé par les différentes entreprises était ou non supérieur ou égal au montant qu'elles ont ensuite reçu n'a pas d'importance pour deux raisons: i) sur un plan général, le manque de renseignements sur la mesure exacte dans laquelle une entreprise participe à un programme de subventions justifie tout au plus que l'on répartisse la subvention constatée au prorata entre les entreprises bénéficiaires; ii) ce qui importe plus, c'est que l'autorité chargée de l'enquête doit seulement déterminer la contribution financière des pouvoirs publics et l'avantage ainsi conféré; ce que dépense l'entreprise bénéficiaire pour obtenir une contribution financière d'origine privée n'est pas à prendre en compte; les renseignements sur la participation des différents producteurs au financement du programme (c'est-à-dire les prélèvements perçus auprès de chaque producteur) ne pourraient avoir une importance en l'espèce que si une compensation était réclamée, ce qui n'est pas le cas. En conséquence, le montant de la subvention doit être limité au montant, calculé au prorata, de l'excédent des versements sur les prélèvements.

7. En ce qui concerne la question décrite au point 6 ci-dessus, la Communauté aimerait savoir, en vertu de l'article 14 de l'Accord, quelle législation ou réglementation d'application canadienne prévoit cette méthode de calcul de l'avantage conféré au bénéficiaire.
8. Les consultations devraient avoir lieu à Genève dès que possible.